

Questions orales

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis maintenant certain d'en avoir assez entendu de la dernière question pour être sûr que le député s'est totalement trompé, car il faudra collaborer davantage et en fait avoir d'autres entretiens avec le président et les Américains pour surmonter ces problèmes à l'avenir. Il n'y a pas d'autre solution.

Le député doit se rappeler que tout a commencé en 1984. Je pense que nous devrions nous réjouir que le président des États-Unis ait déclaré qu'à son retour à Washington, il ferait tout son possible pour éviter que ces situations se répètent à l'avenir.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE**LES PRODUCTEURS DE PORC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je vais également poser une question au ministre de l'Agriculture. Il dit que le Président américain est retourné aux États-Unis et a fait tout son possible. Il devrait remercier le Président pour se faire imposer une taxe unilatérale de 5.3c. la livre. A mon avis, si c'est ce genre d'aide du Président américain qui compte, les agriculteurs canadiens vont s'en rappeler.

Monsieur le Président, les conservateurs ont à peine fini de caver leur café irlandais que l'on se fait imposer une taxe de 5.3c. la livre. Le ministre de l'Agriculture doit être au courant du fait que, depuis ce matin, c'est la panique sur les marchés, que le prix de la viande de porc a baissé de près de 10c. et qu'il y a pour des millions de dollars de commandes qui ont été annulées. Qu'a donc fait le ministre depuis ce matin pour enrayer la crise qui va mener l'agriculture porcine à la faillite?

[Traduction]

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il importe de signaler, je crois, que cette question a été soulevée hier en dehors de la Chambre et que j'y ai répondu. J'ai exprimé une vive déception devant les mesures du gouvernement américain. Toutefois, il convient de remarquer qu'il s'agit d'une mesure préliminaire et, bien entendu, nous n'en connaissons pas l'issue définitive avant juin ou juillet.

Il faut aussi admettre que, pour des raisons parfaitement légitimes, des quantités assez considérables de porc sont acheminées aux États-Unis, soit environ 20 p. 100 de notre production nationale. La plupart des gens comprendront que la raison principale est l'écart sensible entre nos devises. Les coûts de la main-d'œuvre sont moins élevés aux États-Unis et les abattoirs américains peuvent acheter au Canada les catégories de porc dont ils ont besoin.

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, sans faire de jeu de mots, je dirai au ministre que, actuellement, sa réponse ne vaut

même pas du boudin pour les producteurs du Québec et du reste du Canada.

Monsieur le Président, lors de sa visite, le Président Reagan a dit au premier ministre qu'il n'était pas plus loin que le téléphone. Est-ce que le ministre de l'Agriculture est intervenu auprès du premier ministre pour qu'il appelle immédiatement le Président Reagan avant que tout le secteur agricole ne soit «sur le derrière»?

[Traduction]

M. Wise: Monsieur le Président, le député et son collègue de l'opposition s'entêtent à ne pas tenir compte de faits évidents dans cette affaire. Cette initiative a débuté en 1984, et le député devrait reconnaître que les voies de communication sont toujours là et nous les utilisons chaque fois que, à notre avis, l'intérêt de nos producteurs est en jeu. Je peux assurer au député que nous nous proposons d'utiliser toutes les voies de communication jusqu'à la dernière pour résoudre ce problème à l'avantage de nos éleveurs de porcs.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**ON DEMANDE DES PRÉCISIONS AU SUJET DU NOMBRE D'EMPLOIS PROMIS PAR LA BELL HELICOPTER À MIRABEL**

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de l'Expansion industrielle régionale, s'il peut revenir à son siège.

La Bell Helicopter a annoncé hier un délai d'une année dans le début de sa production à Mirabel. Lors de sa rencontre avec les dirigeants de la société, est-ce que le ministre a soulevé le fait que le président de cette société a déclaré qu'il n'embauchera que 600 personnes environ plutôt que de livrer les 2,100 emplois promis?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je crois que ce malentendu malentendu survenu au sujet du nombre d'emplois découle en partie de la publicité plutôt trompeuse que le gouvernement précédent a faite au sujet de ce projet.

Les 2,000 ou 3,000 emplois dont il est question généralement s'échelonnent sur une assez longue période. Le nombre d'emplois dont on parle aujourd'hui est pour un délai plus court et il est semblable à ce qui a été annoncé à l'origine lorsque l'accord avec la société Bell a été conclu.

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, étant donné que le ministre a reconnu qu'il y avait une certaine confusion, que le projet a été retardé d'une année et que la société elle-même a fait des déclarations divergentes quant au montant de ses investissements, le ministre souscrira-t-il maintenant à une enquête publique à ce stade-ci, afin de dissiper toute confusion?